

1938-1939

Les Nazis veulent vendre 150.000 Juifs.

Roosevelt accepte d'entrer en matière.

« Notre tâche se trouvera compliquée au-delà de toute mesure et même rendue impossible, si le pays d'origine (l'Allemagne) n'est pas prêt à apporter sa contribution et si les émigrants que *d'autres pays* sont prêts à accueillir n'ont pas quelques moyens de subsistance,» déclare Lord Winterton, représentant de la Grande-Bretagne à la conférence d'Evian sur les réfugiés en juillet 1938.¹ Le 16 novembre 1938, juste après la Nuit de Cristal, au cours d'une réunion du cabinet britannique, cette attitude est confirmée : « L'essentiel de toute cette question (...) c'est de savoir si les Juifs seront autorisés à transférer de l'argent d'Allemagne (...) Aucune émigration à grande échelle ne peut être effectuée si ce problème n'est pas résolu. »²

Cette position n'est pas spécifique à l'Angleterre. Toutes les démocraties ont adopté le même point de vue et le clament. Sans argent, les fugitifs du nazisme ne sont pas acceptés. Une phrase de Léon Blum en 1935 prend toute sa valeur : « Est-ce que vous élevez un mur d'argent entre deux catégories de réfugiés politiques, ceux qui peuvent vivre sans travailler, et ceux qui ne peuvent vivre qu'en travaillant ? »³ La réponse du Ministre de l'Intérieur reste elle aussi d'actualité : « Pourvu que les réfugiés aient des moyens d'existence, la France leur reste ouverte (...) il y a assez de malheureux français sans que nous ayons à assurer l'existence d'étrangers. »⁴ On peut rapprocher un tel commentaire de l'adage populaire juif qui est mis en avant par les organisations juives américaines lorsqu'il leur fut reproché de ne pas donner suffisamment de

¹ Lord Winterton représentant de la Grande Bretagne à Evian dans les *Actes du Comité Intergouvernemental* - 6-15 juillet 1938 - Evian - p. 2

² Minutes de la réunion du Cabinet britannique du 16 novembre 1938 cité par Ari Johsua Sherman - Op. Cit. p. 174 citation

³ Journal Officiel du 29 janvier 1935 cité par Gilbert Badia - Op. Cit. p. 36

⁴ Jean Charles Bonnet - Op. Cit. p. 299 citation

fonds : *Your own town's poor have priority* : le pauvre de votre ville a la priorité.⁵

L'attitude des pays occidentaux constitue une fin de non-recevoir car ils connaissent parfaitement que l'encaisse en devises étrangères de l'Allemagne est exsangue. Les quelques dollars ou livres sterling à disposition de la Reichsbank sont en priorité destinés à financer les stocks stratégiques et les produits nécessaires à l'effort de guerre, certainement pas à sauver des Juifs. Les Juifs qui vivent encore dans le Reich sont dans une misère noire, même ceux qui ont possédé quelques avoirs. Privés de travail, spoliés de leurs économies, chassés de leur domicile, soumis aux pires vexations, ils sont presque tous en mode de survie. Les quelques Juifs fortunés qui n'ont pas quitté l'Allemagne avant 1938 ont vu les capitaux qu'ils veulent emporter amputés de plus de 95% de leur valeur par une succession d'impôts et de taux de change confiscatoires. En juin 1938 le gouvernement allemand interdit tout transfert de capital hors du pays par des émigrants.

Les fonds des associations caritatives juives européennes qui se portent à leur secours s'épuisent. Elles en appellent aux gouvernements étrangers qui continuent à faire la sourde oreille. La plupart des Juifs du Reich qui ont de proches parents aux Etats-Unis ont déjà mis à contribution leur solidarité financière pour obtenir un visa. Les frontières qui se sont entrouvertes lors de l'Anschluss et de la Nuit de Cristal, laissant passer des milliers d'illégaux, se sont refermées. Plongés dans le désespoir, les Juifs sont pris au piège des démocraties qui les refusent s'ils viennent démunis et d'une Allemagne qui veut s'en débarrasser après les avoir complètement dépouillés. La phrase de Chaim Weizmann : « Le monde semble divisé en deux parties, celle où les Juifs n'ont pas le droit de vivre et celle où ils ne peuvent entrer »⁶ est plus que jamais d'actualité.

C'est dans ce contexte que Hjalmar Schacht, président de la Reichsbank, arrive en décembre 1938 à Londres avec un plan prévoyant l'émigration de 150.000 Juifs du Reich âgés de 15 à 45 ans sur trois ans. Leur transport et leur installation à l'étranger seraient payés par un emprunt de \$ 600 millions financés par la communauté juive internationale. En garantie de cet emprunt, un fonds de RM 1,5 milliard, ce qui correspond aux \$ 600 millions, serait constitué en Allemagne avec

⁵ Yehuda Bauer - *American Jewry and the Holocaust* - Op.Cit. p. 25 citation

⁶ Chaim Weizmann dans Manchester Guardian du 23 mai 1936 cité par Irving Abella et Harold Prosser - Op. Cit. p. 4

des avoirs juifs allemands confisqués. Cet emprunt serait amorti sur une longue période par des exportations allemandes additionnelles aux exportations courantes. On parla de 50 ans. L'exportateur serait payé en RM par le fonds allemand et l'importateur à l'étranger verserait les dollars correspondants en amortissement de l'emprunt.

Examiné froidement, ce plan est un marché de dupes. Les \$ 600 millions sont immédiatement versés par la communauté juive étrangère, le RM 1,5 milliard est *prélevé* sans délai sur les fortunes des Juifs allemands. L'Allemagne ne débourse aucune devise étrangère et ses promesses de remboursement de l'emprunt en dollars non seulement sont lointaines, mais dépendent d'une bonne volonté allemande très sujette à caution en cette fin 1938. Peut-on encore négocier de bonne foi avec Hitler ? La proposition est très mal accueillie. Pour Roosevelt, Hitler « demandait au monde de payer une rançon pour libérer les otages allemands et proposait un troc de la misère humaine contre une augmentation des exportations. »⁷ Une large majorité des communautés juives occidentales ont vivement critiqué le plan Schacht comme elles l'avaient fait pour l'accord Haavara signé entre l'Agence Juive représentante des Juifs de Palestine et le gouvernement allemand le 27 août 1933.⁸

Il n'en reste pas moins que 45.000 Juifs arrivèrent en Palestine et furent sauvés grâce à Haavera.⁹ (83) La multiplication de petits accords du type Haavera aurait probablement été plus efficace que l'énorme plan Schacht. Si l'on en juge par les coûts, Haavera représentait RM 3.000 par immigrant, quand le plan Schacht prévoyait RM 10.000 par personne.

Le 20 janvier 1938 Schacht perdit son poste de président de la Reichsbank à la suite d'un désaccord avec Goering sur la politique économique à suivre. Le Docteur Helmut Wohlthat reprit les négociations et assouplit les prétentions allemandes sur un certain nombre de points, tout en conservant la nécessité d'un emprunt en devises fortes de \$ 600 millions. Une série d'articles sur le sujet dans le Congress Bulletin, la publication de l'American Jewish Congress, montre l'indécision des Juifs américains.¹⁰ Une partie de l'opinion juive soutint le projet pour ensuite le critiquer. Le sentiment prévalut qu'il « ne faut pas prendre de dispositions qui, directement ou indirectement, signifieraient une reconnaissance par

⁷ Henry Feingold - *The Politics of Rescue* - Op. Cit. p. 52 citant Roosevelt à propos du plan Schacht.

⁹ Rosenstock - *Exodus - 1933-1939* - cité par Karl Schleunes - Op. Cit. p. 196

¹⁰ David Wyman - *Paper Walls* - op. Cit. p. 55

la communauté juive en tant que telle de la validité de quelques spoliations de biens privés que ce soient ou de l'exigence faite aux citoyens allemands d'origine juive de s'exiler. »¹¹

Le 4 mai 1939 au cours d'une réunion avec des représentants des communautés juives, Roosevelt soutient le plan Wohlthat-Rubleee en déclarant « que ce n'est pas tellement une question d'argent, mais plutôt une question de sauver des vies humaines. »¹² Quelques heures plus tôt Roosevelt avait reçu une note circonstanciée de Raymond Geist, le consul général d'Amérique à Berlin, l'avertissant que si l'on ne trouvait pas rapidement des lieux d'accueil, ce serait trop tard pour les Juifs d'Allemagne.¹³ C'est probablement l'une des raisons du changement d'attitude du Président, mais certainement pas la seule. Roosevelt invita les organisations juives à se regrouper pour poursuivre les négociations et lever les fonds nécessaires.

Ce geste humanitaire du Président ne donnera pas l'accès aux Etats-Unis à un seul Juif supplémentaire, car les quotas d'immigration étaient remplis pour plusieurs années et la loi sur les quotas était sacrée. Et ce geste ne coûtera pas un seul dollar au contribuable, car Roosevelt a rejeté toute la charge financière sur les associations juives. Malgré des efforts constants pour lever des fonds et une communauté juive généreuse par tradition, le Joint Distribution Committee n'a collecté de 1929 à 1939 que \$ 24.4 millions !¹⁴ Alors réunir \$ 600 millions sans l'aide des Etats relève de la mission impossible.

Les tractations durèrent six mois. et furent interrompues par le début de la guerre en septembre 1939. Elles étaient vouées à l'échec. L'Allemagne négociait avec le Comité Intergouvernemental qu'elle n'avait pas reconnu, pour transplanter dans des pays qui n'étaient pas d'accord pour le recevoir un groupe minoritaire de sa population sur la base d'un financement impossible à réunir. Ce geste humanitaire spectaculaire plus politique que réaliste suscita des espoirs qui furent cruellement déçus. Les communautés juives d'Europe occidentale ne souffraient-elles pas suffisamment pour que des mirages leur soient épargnés ?

¹¹ Minutes des Réunions des organisations juives américaines sur le plan Wohlthat-Rubleee les 28 mars et 15 avril 1939 cité par Yehuda Bauer - *Juifs à Vendre* - Op.Cit. p 68 citation

¹² Richard Breitman - *The Architect of Genocide* - Op. Cit. p.64

¹³ IBID

¹⁴ Henry Feingold - *Time for Searching* - Op. Cit. p . 23

Copyright Marc-André Chaguéraud. Genève. 2019. Reproduction autorisée sous réserve de mention de la source.